**COMPTE-RENDU DE LA RÉUNION
DE LA COMMISSION LOCALE D'INFORMATION
AUPRES DU CNPE BUGÉY**

- Le 9 juillet 2019 – CIR Saint-Vulbas -

Véronique Baude (**Présidente de la CLI**) remercie les membres de la CLI pour leur présence et excuse les personnes suivantes :

- Charles de la Verpillière, Député de l'Ain,
- Cendra Motin, Députée de l'Isère,
- Ariane Pont chargée du suivi des CLI de l'Isère,
- Annie Merle, Vice-Présidente du Département de l'Isère,
- Oliver Peric, du Canton de Genève,
- Francis Spitzner, Commune de Vertrieu
- Christelle Lagadec, Commune d'Ambrutrix

Véronique Baude : L'ordre du jour comporte 5 points, et nous ferons un tour de table pour les questions diverses. Je vais commencer l'ordre du jour en vous présentant le projet de nouvelle composition de la CLI. Aujourd'hui, nous sommes en petit comité, avec ce qui s'annonce à mon avis nous devrions monter d'un étage. Nous serons en configuration réunion publique.

1. Nouvelle composition de la CLI

Véronique Baude : Le 14 mars 2019, le décret que nous attendions est enfin sorti ; il vient donner des explications sur la composition et l'organisation des CLI, suite à la loi de transition énergétique d'août 2015. Il y a une modification des articles R. 125 et suivants, du Code de l'environnement. Comme vous savez une CLI doit être installée pour chaque INB ou regroupant plusieurs INB. Et pour la CLI du Bugéy, on vous propose d'intégrer le site industriel de Ionisos, qui se situe à Dagneux. C'est un site qui doit faire l'objet d'une CLI. C'est une demande de la part de la Préfecture ; la Préfecture et l'ASN sont d'accord pour faire une seule et même CLI, puisqu'il faut reconnaître que les enjeux de Ionisos, sont quand même moins importants que ceux du CNPE Bugéy et le même périmètre est quasi identique.

Suite au décret, nous allons créer un bureau de la CLI avec un membre par collège, modifier les collèges de la CLI, adopter un règlement intérieur. Nous travaillons de manière très rapprochée avec l'ANCCLI, à la fois sur la composition de la CLI et sur le travail règlementaire. Nous devons présenter un budget annuel et un rapport d'activité. Quand on parle de simplification administrative, on voit qu'on est tout à fait dans cet objectif...

Le décret prévoit 6 collèges. Les membres de droit représentent un collège. Le collège des élus doit représenter 40% des membres de la CLI, le collège des associations représente 10% ,les syndicats,

10% et un collègue des experts, 10% aussi. Comme nous sommes dans un département frontalier, à proximité de la Suisse, nous allons intégrer trois membres suisses : 1 membre élu, un membre associatif, un membre expert. Le collège des membres de droit, avec voix consultative, regroupant, l'ASN, les Services de l'Etat, EDF, ARS, Ionisos... Nous avons prévu de rencontrer prochainement les représentants de Ionisos avec Franck Courtois.

Le travail que je vous présente est un travail présenté à Madame Préveirault, Sous Préfète de Belley et Monsieur Arvers le la Préfecture. Le contexte de la nouvelle CLI découle du nouveau PPI qui passe de 10 à 20km. Ce nouveau PPI a été arrêté par les trois Préfets (Ain, Isère, Rhône), le 18 juin dernier. Et donc ce nouveau périmètre est couvert par la CLI ; la carte montre l'extension de 10 à 20 km, on passe de 35 à 121 communes concernées, avec la nouveauté d'avoir des communes dans le département du Rhône.

Alors, pour être en conformité avec le décret et répondre aux obligations de participation et un pourcentage des collèges, ce que l'on vous propose, c'est parmi le collège des élus, de faire rentrer 7 Parlementaires (alors qu'il y en avait deux), 1 Conseiller Régional, 11 Conseillers Départementaux (6 de l'Ain, 5 de l'Isère, 1 du Rhône), 1 Représentant de la Métropole de Lyon, puisqu'on se retrouve dans le périmètre de la Métropole. Il y a aussi 121 Maires, 58 de l'Ain, 55 de l'Isère, 8 du Rhône. Je l'avais dit lors de la réunion d'information, pour moi ce sont les Maires qui sont au contact des problématiques de sécurité, déclenchent les plans communaux de sauvegarde. C'est l'échelon qui me semble le plus pertinent pour déclencher les mesures d'alerte et non des structures intercommunales. Oui, ça fait beaucoup de monde mais je pense que c'est nécessaire pour une très bonne représentativité et une très bonne information des populations.

Le collège 2 concerne les associations. Nous passerions à 17 associations, soit 22 membres, que nous détaillerons ensuite, le collège des syndicats reste à 7 syndicats, le collège des experts comptera 22 membres et le collège 5 comptera trois membres. Le collège concernant les membres de droit à voix consultative n'est pas limité, sauf erreur de ma part.

Est-ce que vous avez des questions ?

Qui intégrera la CLI ? Il y aura 221 membres, le collège des élus sera de 142, avec la représentation de toutes les communes, dans l'Ain, le Vice-Président ou la Vice-Présidente en charge de l'Environnement et les 5 Conseillers (un par binôme) des Cantons concernés : Lagnieu, Miribel, Ambérieu, Meximieux et Ceyzériat, pour l'Isère, 5 Conseillers départementaux, des Cantons de l'Isle d'Abeau, de Bourgoin-Jallieu, de Charvieu-Chavagnieu, de la Verpillère, de Morestel et pour le Rhône, un Conseiller départemental du Canton de Genas, et un représentant de la Métropole de Lyon, que l'on considère comme un Département ou une Collectivité territoriale. Pour la Région, on maintient un Conseiller Régional. Au niveau des Parlementaires, 7 Parlementaires sont concernés, avec trois Députés de l'Ain, une Députée du Rhône et trois Députées de l'Isère.

Pour le collège des Associations, il comporterait 22 membres : le Comité de vigilance de la Plaine de l'Ain, la FRAPNA, la Ligue Nationale Contre le Cancer (38/01), Association Hiéroise pour la Défense de l'Environnement, la Fédération de Pêche et Protection du milieu aquatique pour l'Ain et l'Isère, ATMO AURA (organisme pour la qualité de l'air d'échelle régionale), l'Association des Ecologistes pour le Nucléaire, Sortir du Nucléaire, ACER, Greenpeace (01/38), la Ligue de Protection des Oiseaux, la Fédération de Chasse, puisque moi, j'estime que c'est une association aussi qui s'occupe d'environnement, et l'ALEC 01 (ex-Hélianthe, c'est l'Agence Départementale de l'Energie et du Climat).

Pour le collège 3, celui des syndicats, on a repris les membres actuels : CFDT, CFTC, CFE/CGC, CGT, FO, FDSEA, et les représentants du CHSCT.

Pour le collège des experts, il y aura 22 membres issus de 22 organisations : nous avons souhaité prendre des membres des trois chambres consulaires des trois départements, donc la Chambre des Métiers et de l'Artisanat, la Chambre de Commerce et d'Industrie, la Chambre d'Agriculture, le Service Départemental d'Incendie et de Secours de l'Ain et de l'Isère, le Directeur Général des Services de l'Ain, le Directeur Général des Services du Département de l'Isère, un représentant du Syndicat Mixte de la Plaine de l'Ain, la Communauté de Communes de la Plaine de l'Ain, le Laboratoire Vétérinaire Départemental, l'IRSN, l'Hôpital de Fleyriat, la Clinique d'Ambérieu-en-Bugey, l'Ordre des Médecins, l'Ordre des Pharmaciens, et l'ASIA (association des Irrigants de la Plaine de l'Ain).

Le collège 5 qui représente le collège des Suisses, donc où il va y avoir un élu, un représentant d'association et un expert. Pour cela, on verra tout à l'heure où nous en sommes dans la procédure.

Alors maintenant, quelles sont les prochaines étapes ? Aujourd'hui, je vous propose la future composition de la CLI. En juillet, un courrier va être envoyé à toutes les instances que je viens de citer en leur demandant de bien vouloir désigner un représentant en nous adressant par mail, puisque vous le savez on n'adresse plus les convocations par courrier. Collecter toutes ces informations va prendre du temps, je pense que ça va nécessiter de nombreuses relances donc nous avons prévu que le Président du Département signerait le nouvel arrêté de composition de la CLI à l'automne et j'espère que d'ici le mois d'octobre, tout sera finalisé pour qu'on puisse faire une CLI nouvelle configuration en novembre prochain. Pour le collège 5, concernant les membres transfrontalier, Monsieur le Préfet a saisi le Ministre des Affaires étrangères pour la demande de désignation de 3 membres ; je pense que c'est passé par le Consulat de France à Genève, on attend des nouvelles.

A l'automne, installation de la nouvelle CLI, avec l'adoption début 2020 d'un règlement intérieur et la création d'un bureau comme nous l'impose le décret. Juste pour information aussi, hier j'étais en session au Département et nous avons renouvelé notre adhésion à l'ANCCLI, puisque c'est le Département qui adhère et valide la proposition d'un budget pour la CLI mais celui-ci pourra faire l'objet d'un avenant car on risque d'avoir des frais supplémentaires, notamment d'envoi de la lettre d'information ou encore de secrétariat qui seront supérieurs au fonctionnement de la CLI actuelle.

Je pense qu'on peut ouvrir la discussion. Comme vous avez vu, nous avons essayé d'être les plus transparents possibles, les plus équitables au niveau de la représentation des différentes associations notamment. J'espère que cette CLI fonctionnera aussi bien que celle-ci ; je ne vous cache pas qu'il va falloir être encore un peu plus rigoureux dans la distribution des temps de parole pour que cela reste équitable et le règlement intérieur va nous aider.

Frédéric Mosneron-Dupin (Commune de Meximieux) : Deux questions : la première, vous confirmerez si j'ai bien compris : la proposition est fixée par le Décret ? Et est-ce que ça ne serait pas plus pertinent d'attendre les élections municipales pour démarrer puisqu'en fait, on va se retrouver avec un nombre très important d'élus des communes à intégrer pour ensuite repartir à zéro pour une part suite aux élections municipales ; donc ça me paraît assez bizarroïde d'enclencher le système, de commencer à informer les gens, et de se retrouver six mois après avec plein de nouvelles personnes à former, ça paraît extrêmement lourd et compliqué alors qu'on est pas à quelques mois près quand il s'est agi de sortir le Décret ... ça a duré des mois voire des années.

Véronique Baude : Pour la première question : tout à fait. Alors, pour la deuxième, je pense qu'il faut qu'on soit en conformité assez rapidement avec le nouveau PPI, et les nouvelles communes qui intégreront le nouveau PPI ne comprendraient pas que l'on continue de faire une CLI avec la composition actuelle d'autant que lors de la réunion d'information on leur a annoncé une mise en place de la CLI à l'automne 2019. Je comprends très bien, merci, ce n'est pas moi qui vais avoir le travail, ce sont les services, oui, vous savez, on parle de simplification administrative, mais on n'est pas du tout dans ce contexte-là. Je suis la première aussi à le regretter, mais le collège des maires est le moins impacté, car la structure restera toujours, on peut mettre « Monsieur ou Madame le Maire de... » sans mettre la personne nommément désignée.

Alain Bournat (CGT) : J'ai une question sur la répartition des syndicats, 21 membres, 7 syndicats, ça fait trois par syndicat, comment ça va se faire ? Les syndicats sont organisés en unions départementales, il y en a dans l'Isère, dans le Rhône, dans l'Ain, à qui allez-vous communiquer ?

Véronique Baude : Pour les syndicats, nous avons ciblé uniquement dans l'Ain. Puisque nous partons du principe que c'est le territoire d'implantation de la structure.

Dans la procédure comme je vous le disais, nous allons soumettre cette proposition au Président du Département, qui prendra un arrêté au plus tôt.

Claude Cassé (ACER) : Ma question concerne les élus, les Maires qui représentent quand même que 40% de l'ensemble, retarder pour les 60% restants, ça ne me paraît pas très efficace. En plus, il n'y en a pas beaucoup qui interviennent dans les discussions.

[Brouhaha]

Véronique Baude : C'est votre point de vue, il n'engage que vous.

Jurgen de Neve (CFDT) : J'ai une remarque sur le collège des organisations syndicales, premièrement, le CHSCT va disparaître en fin d'année, selon les ordonnances Macron, avec la réforme CE, CHST... Ils deviennent le CSE et les élections doivent être mises en place avant la fin d'année dans l'ensemble des entreprises. Pour ce qui est du CHSCT, j'imagine que c'est celui de la centrale, j'ose espérer que CHSCT et CLI ont les mêmes informations donc ça fait double emploi la présence du CHSCT ici.

[brouhaha]

La CLI représente les habitants et les salariés qui travaillent sur le PPI, pas que la centrale du Bugey, il y a aussi la Plaine de l'Ain, ceux qui travaillent à Meximieux. Ça fait beaucoup de monde. L'invitation de la CFDT devrait être envoyée à l'union régionale et pas dans l'Ain.

Véronique Baude : Ecoutez, ça on verra Monsieur.

Jurgen de Neve : Maintenant, pour les organisations syndicales, il y a la loi de représentativité depuis 2008, on représente l'ensemble des salariés de la région, il faut peut-être aussi en tenir compte, pour la représentativité de chaque organisation syndicale.

Véronique Baude : Le décret n'impose pas, ne va pas dans le détail de la répartition des organisations syndicales. Le CHSCT va disparaître.

Alain Bournat : Oui, le 31 décembre, mais à Bugey, il y aura toujours une commission.

Véronique Baude : Ce n'est donc qu'une question de terminologie ?

Jurgen de Neve : Le CSE devra tenir les réunions. Les réunions CHSCT seront une commission du CSE.

[brouhaha]

Véronique Baude : Aujourd'hui, le CHSCT existe, donc pour nous, c'est l'instance légale que l'on valide. On pourra faire une modification de l'arrêté. Il va falloir faire preuve de souplesse tout en respectant la réglementation et les dispositions règlementaires. S'il n'y a plus de remarques, je vous remercie et je voudrais souhaiter beaucoup de courage à Alix Bougain pour le travail qui l'attend en termes de courriers, de relances...

Joël Guerry (Sortir du Nucléaire Bugey) : Je suis un peu surpris dans les représentants des cantons sur le Département. Ceyzériat est loin du Bugey, il y a d'autres cantons plus proches.

Véronique Baude : Oui, mais ça veut dire qu'une commune fait partie du Canton de Ceyzériat, on a pris le périmètre, avec tous les cantons, les communes, les circonscriptions...

Franck Courtois (CLI Bugey – Département de l'Ain) : Attention, on ne parle pas de l'ancien canton de Ceyzeriat avant la loi NOTRe ; avec la loi NOTRe le Canton de Ceyzeriat va jusqu'au secteur de Chalamont.

Viviane Vaudray (Conseillère Départementale de l'Ain) : Je pense que c'est Villette et Châtillon La Palud. Villette fait partie du Canton de Ceyzeriat.

Véronique Baude : Nous avons essayé d'être juste, la Métropole de Lyon a sollicité à de multiples reprises d'intégrer la CLI. Jusqu'à présent ça ne se justifiait pas, mais maintenant, le décret fait que nous intégrerons la Métropole de Lyon.

2. Présentation des Evénements significatifs de sûreté

Véronique Baude : Je laisse la parole à Monsieur Boyer.

Pierre Boyer (Directeur du CNPE Bugey) : Merci Madame la Présidente. Si vous me permettez quelques propos préliminaires, pour préciser que nous sommes en CLI, organisme qui prône la transparence et la transparence est un des éléments essentiels, de la sûreté nucléaire qui permet d'aborder toutes les questions de l'exploitation d'une centrale et de laisser s'exprimer l'ensemble des avis, quels qu'ils soient, dans la mesure où ils s'expriment dans le respect des personnes et dans la légalité. Or, Madame la Présidente, je m'aperçois, que dans la salle, il y a Monsieur Guerry qui s'est récemment exprimé par voie de presse, et qui s'est exprimé sur sa perception du métier que nous faisons dans la filière nucléaire, en des propos que j'estime inacceptables, puisqu'il n'a pas hésité à nous déclarer comme potentiellement complices de crime contre l'humanité lorsque nous exerçons nos missions de service public. Vous comprendrez que les mots ont encore un sens et que nous sommes dans une instance officielle et je tiens à exprimer tout mon désaccord et le fait que je sois profondément choqué de ces propos. A ce titre-là, je n'exclus pas un recours en justice pour les propos qui ont été tenus. Dans ce contexte, je répondrai à l'ensemble des questions mais pas à celles posées par Monsieur Guerry, par mesures conservatoires.

[applaudissements]

Véronique Baude : On prend note et ce sera bien entendu consigné dans le procès-verbal.

Joël Guerry : Puis-je rectifier les propos ? Je veux bien un micro pour dire exactement ce que j'ai dit. En fait, ces propos ont été tenus dans le cadre de la présentation d'une étude faite par un institut suisse sur des simulations d'accidents nucléaires et effectivement, j'ai dit que compte-tenu des informations que l'on avait par rapport au rapport. Il y avait les centrales suisses qui étaient simulées, et la centrale du Bugey, avec des simulations météo sur deux années. Du reste, il serait très souhaitable que cette étude soit présentée à la CLI, elle a un intérêt. Il y a quand même 24 millions de personnes concernées par un accident à Bugey, dans certaines conditions météorologiques. Ce que j'ai dit, c'est que : les gens sont prévenus et en cas d'accident nucléaire, ce serait un drame humanitaire, et que les personnes qui maintiennent en France vouloir continuer dans le nucléaire, pourraient être accusées de crime contre l'humanité. C'était dans le cadre d'un accident. Effectivement, beaucoup soutiennent que l'accident ne peut pas avoir lieu, il y en a d'autres qui disent que l'accident arrivera, on verra le jour où ça arrivera.

Je rappelle aussi que la CLI est une instance de concertation et pas uniquement la voie d'EDF.

Pierre Boyer : Je confirme que je ne vous adresserai plus la parole et que je ne répondrai pas à vos questions pour ces raisons-là, par respect pour les gens qui travaillent tous les jours à la centrale du Bugey et dans le nucléaire, qui, je vous le rappelle, fait travailler.

Joël Guerry : Ce n'est pas les travailleurs que j'ai mis en cause, mais bien les décideurs.

Véronique Baude : Monsieur Guerry, je voulais revenir sur ce que vous venez de dire en disant que la CLI n'était pas uniquement EDF qui s'exprimait, il me semble que jusqu'à présent vous avez eu tout le loisir de vous exprimer. Les différents collègues aussi, il me semble qu'on n'a jamais empêché qui que ce soit de s'exprimer. J'espère que vous ne mettez pas en doute mon rôle de Présidente de la CLI, sur mon impartialité à mener les débats. En ce qui concerne l'étude, je pense que ce n'est absolument pas le lieu de diffuser cette étude, et si les membres de la CLI sont intéressés, ils peuvent très rapidement et facilement la retrouver sur les moyens de communication.

Joël Guerry : La remarque sur la concertation ne vous concernait pas du tout Madame la Présidente mais Monsieur le Directeur, ce n'est pas qu'une instance d'EDF mais une instance de concertation où toutes les voix peuvent s'exprimer. Normalement, on doit aussi répondre à toutes les personnes qui posent des questions.

Véronique Baude : Je pense que ça a toujours été le cas Monsieur Guerry. Monsieur Boyer a justifié sa prise de position.

Frédéric Mosneron-Dupin : (sans micro) Il y a des limites à ce que l'on peut supporter. Ce n'est pas dans des conditions pareilles, avec des gens qui en poursuivent d'autres en justice que ...

Joël Guerry : Il y a actuellement une procédure engagée contre la direction de la centrale par Sortir du Nucléaire Bugey, depuis novembre 2018, relative au caviardage des documents, c'est-à-dire à la non-transparence et qui nous a été confirmée comme non-conforme par la Commission d'Accès aux Documents Administratifs, nous sommes au tribunal, on attend que ça bouge, il ne s'est rien passé depuis novembre 2018. Il y a aussi d'autres procédures en cours, concernant les fuites de tritium dans la nappe, qui sont des infractions à la protection de l'environnement. Je pense qu'on a le droit, aussi, de défendre l'environnement quand le maître d'ouvrage faute.

Jean-Pierre Gagne (Maire de Loyettes) : Pour rebondir, Monsieur Guerry est bien concerné, moi j'ai été à une réunion de désinformation, il n'y a pas longtemps dans la commune de Loyettes. C'était dans ma commune, j'y suis allé, je n'étais pas invité. De source sûre, Monsieur Guerry nous a annoncé

avec des plans, quatre réacteurs nucléaires sur la commune de Loyettes. Quand ce sont des mensonges, et des choses comme ça, il faut faire quelques choses, c'est aberrant, la population ne comprend rien ! Monsieur Guerry a dit de source sûre, il y a des plans, on sait où ils vont être. Sérieusement, il faut arrêter.

Joël Guerry : Ce que l'on sait c'est que cette information n'est pas démentie et ce qu'on attend c'est qu'EDF dise ce qu'elle veut faire de ses 336 hectares qu'elle veut acheter autour de la centrale autour de Saint-Vulbas et de Loyettes. La transparence c'est aussi ça. Pourquoi on veut acheter des terres.

Frédéric Mosneron-Dupin : ça a été expliqué la dernière fois !!

Joël Guerry : Non, pas du tout !

Frédéric Mosneron-Dupin : Si, ça a été expliqué par Monsieur de la Verpillière. Il s'est exprimé pour dire que ce que Monsieur Boyer disait était très pertinent. Ça ne sert à rien ...

Joël Guerry : Monsieur Boyer a aussi dit que quelque part il était très favorable à l'accueil d'un nouvel EPR.

Frédéric Mosneron-Dupin : Si vous ne croyez pas ce qu'on vous dit, ça ne sert à rien qu'on vous parle, qu'on débâte, vous ne croyez rien de ce qui est dit. Monsieur Boyer vous a répondu, on ne va pas indéfiniment répéter les mêmes questions, il faut un minimum de confiance dans ce qui est dit !!

C'est tout, sinon, il n'y a pas de débat possible ! Le débat suppose un minimum de confiance ! Nous n'avons pas là les conditions d'un débat sain.

Véronique Baude : S'il vous plaît, je voudrais que le débat redevienne sain et serein. [brouhaha] Ce que je vous propose, c'est qu'à la CLI d'automne, pour éviter de faire courir des rumeurs, qu'EDF nous fasse un point sur les projets, si c'est suffisamment avancé.

Pierre Boyer : Depuis la dernière rencontre, nous avons déclaré quatre évènements significatifs de niveau 1. Je vous rappelle que le niveau est sur l'échelle INES qui comporte 8 niveaux, de 0 à 7, et on présente ici des évènements significatifs de niveau 1. Je prends toujours la précaution oratoire, de m'excuser auprès de vous si je jargonne. Ce sont des évènements toujours un peu compliqués à expliquer, n'hésitez pas à m'interrompre si ce n'est pas clair.

Le premier évènement concerne le non-respect d'une durée prévisionnelle inscrite dans les modifications temporaires dans les spécifications techniques d'exploitation. Tout est dans le titre ! Mais pour être plus précis, l'exploitation des centrales nucléaires est encadrée par des règles extrêmement strictes que l'on appelle les spécifications techniques d'exploitation, qui sont en gros, le code de la route qui décrit les zones de travail et d'exploitation du réacteur qui sont autorisées. Là en l'occurrence, nous avons besoin de faire des travaux sur une partie commune à deux voies. Sur les centrales nucléaires, en général, tous les circuits importants sont doublés, on appelle ça des voies (A & B). Là, les travaux impliquaient deux voies à la fois et il fallait obtenir une autorisation préalable de l'ASN pour obtenir un aménagement temporaire des spécifications techniques d'exploitation pour pouvoir réaliser ces travaux de maintenance (réfection de tuyauterie). On a obtenu l'autorisation temporaire assortie d'une durée de travaux autorisée par l'ASN. On a entamé les travaux conformément aux règles, et rencontré des aléas au cours des travaux, qui ont empêché de travailler dans les temps impartis, donc on a dépassé la durée prévisionnelle des travaux. Donc comme on n'a pas respecté une des clauses de l'autorisation de l'ASN, c'est assimilé à un non-respect de règle. Cet évènement n'a pas eu d'impact sur la sûreté parce que c'était sur des circuits de refroidissement dont

les deux voies étaient impactées donc on avait le secours des tranches voisines. Pendant tous les travaux, la sûreté a été assurée.

Le deuxième évènement trouve son origine l'an dernier. Pour l'ensemble du matériel important pour la sûreté, des essais périodiques sont réalisés. Le matériel est testé pour s'assurer qu'ils remplissent leurs fonctions (vannes, pompes...), pour savoir qu'ils sont opérationnels en cas de besoin. Dans ce cadre-là, un essai a été fait sur un essai de fonctionnement sur un turboalternateur de secours. C'est une petite turbine qui permet en situation accidentelle de délivrer du courant de secours via la vapeur soutirée sur le circuit secondaire. Des vérifications sont faites sur les critères de fonctionnement. En décembre 2018, on valide que les critères sont atteints. Vous savez que lorsqu'on fait des essais, il y a une analyse premier niveau puis deuxième niveau, soit directement, parce qu'on estime que c'est nécessaire (demande particulière, par exemple échange avec ASN ou IRSN). Là, c'était un échange technique avec l'ASN qui a montré qu'il y avait une erreur d'appréciation sur la puissance délivrée par l'alternateur qui ne garantissait plus l'opérabilité du turboalternateur. On a immédiatement averti l'ASN et refait un essai en direct et montré l'opérabilité du turboalternateur. Dans la mesure où c'est un évènement qui datait de 2018, on a des autorisations d'indisponibilité de matériel, et là c'était supérieur à la durée autorisée, l'ESS a donc été déclaré le 4 avril.

Le troisième évènement est relatif à un écart de conformité sur les études relatives à un système de refroidissement des matériels de secours. Titre très explicite ! C'est un écart de conformité, lorsqu'on a présenté le Grand Carénage, il y a une partie d'examen de conformité, il y a toute une partie qui mesure la conformité des installations à la conception. C'est dans le cadre de cet examen de conformité (CONF4), qu'on a détecté qu'un matériel de refroidissement indirect (servant à la sûreté des réacteurs) n'aurait pas été opérationnel en cas de situation thermo-hydraulique forte et de séisme. Donc, on a eu une information de l'ASN et on a 10 jours pour mettre en conformité une partie du matériel, temporairement, avant des travaux définitifs. L'écart qui a été décelé était relatif à des défauts d'ancrage de ce système de refroidissement, ils n'auraient pas tenu dans le cas d'un séisme ou d'un évènement thermo-hydraulique fort. Donc on a mis des mesures compensatoires et programmé des travaux de remise en état lors des prochains arrêts de tranche. Dans ces cas-là, on a averti l'ASN et déclaré un ESS niveau 1.

Le dernier concerne la détection tardive de l'indisponibilité d'une vanne en partie non-nucléaire de l'unité 2. Sur une centrale nucléaire, il y a environ 40 000 robinets, de différentes technologies (électriques, pneumatiques...). Les pneumatiques fonctionnent avec une membrane sur lesquels on envoie de l'air, qui applique une force sur la membrane et permet donc d'ouvrir, de soulever si on injecte par-dessous et un ressort permet une contre-réaction dans le cas où on arrête l'air, pour que la vanne revienne dans sa position initiale. Pour tenir une vanne dans sa position, il faut amener de l'air en permanence, pour contrebalancer la force du ressort qui est accroché à la membrane. Cette alimentation en air est en amont du réservoir, il y a un purgeur et un dessécheur, ce sont des bols en plastique. Mi-décembre 2018, on voit qu'un bol est fissuré et qu'il y a une fuite d'air, l'analyse conclut à l'absence d'impact sur la manœuvrabilité de la vanne (avec ou sans air). On fait des analyses de premier puis de deuxième niveau, quand c'est prévu ou quand on a une interrogation, et là un ingénieur de sûreté s'est posé une question : est-ce que la fissure a vraiment une absence d'impact ?

L'analyse a montré que la vanne n'est pas impactée par la fissure du bol, en revanche le circuit d'air, alimenté par des compresseurs... Le critère est que si les deux compresseurs, un normal et un de secours s'arrêtent, il y a un ballon d'air sous pression qui peut assurer pendant quelques temps l'autonomie, permettant de manœuvrer les vannes. On s'est aperçu à ce moment-là que la fuite initiale dans le ballon de la vanne ne garantit donc pas l'autonomie du ballon d'air, dans ce cas,

l'indisponibilité ne concerne pas la vanne mais le système d'alimentation en air, et donc après l'analyse complémentaire, l'ASN a été informée et l'ESS déclaré au niveau 1/7 de l'échelle INES.

J'espère avoir été clair, si vous avez des questions...

Bernard Gajnik (AHDE) : Je reviens sur la première anomalie, pourquoi on attaque les travaux sur les deux voies, alors qu'une sert normalement à remplacer l'autre.

Pierre Boyer : On intervenait sur un tronçon commun, dans la conception de la centrale du Bugey, il fallait donc couper les deux voies et s'appuyer sur la tranche voisine pour assurer la fonction.

Véronique Baude : Avez-vous d'autres questions ? Je vous propose de passer au point 3.

3. Présentation des Événements significatifs sur l'Environnement

Claire Pougard (EDF) : L'évènement significatif environnement de l'année 2018 n'avait pas été présenté lors des CLI précédentes, mais le voici, puis celui de 2019 pour le CNPE.

Voici un rappel pour cet évènement significatif sur l'environnement, plusieurs fois, on a discuté de nos circuits de refroidissements qui sont connectés au Rhône, ce sont des circuits semi-fermés, qui permettent de refroidir l'eau via un contact avec l'air ambiant. Sur ces circuits en boucle, il y a une température favorable au développement de certains micro-organismes pathogènes pour l'Homme. En période estivale, où les températures sont encore plus facilement atteintes, il y a des amibes ou des légionnelles (que l'on connaît du fait de l'eau chaude sanitaire). Aujourd'hui à Bugey, on ne traite que pour la problématique amibe. Donc, on traite avec un produit qui permet de tuer les amibes, on injecte dans le circuit de la monochloramine, c'est un oxydant, comme le chlore dans les piscines. On la fabrique in situ, l'installation permet de fabriquer ce produit, et comme on ne peut pas le conserver, il est injecté directement après production dans les circuits. Vous voyez sur l'image, l'installation de préparation du produit. Il y a quatre circuits de refroidissements dans lesquels on injecte ce produit, ce sont des canalisations double enveloppe, enterrées dans des caniveaux, vers le bassin froid. On arrive donc à maîtriser les développements amibiens, la légionnelle n'est pas une problématique nécessitant traitement à Bugey. Je vous ai mis une photo pour une représentation physique.

Que s'est-il passé en 2018 ? On surveille ces canalisations double-enveloppe. Vous voyez la coupe transversale dans laquelle il y a la première tuyauterie puis une deuxième en PVC permettant de surveiller l'intégrité de cette première enveloppe. A l'aide de purges, on surveille toutes les semaines qu'on n'a pas de liquide dans la double enveloppe donc pas de soucis sur la ligne d'injection. Le 17 août 2018, lors de contrôles, on a récupéré au niveau d'une ligne (n°4.1), du liquide en quantité significative, dans lequel on a détecté de la monochloramine, on était donc en inétanchéité sur cette ligne. Des actions immédiates ont été mises en place : l'arrêt d'injection de monochloramine, et on a ouvert les dalles béton. Pour protéger les lignes, tout était fermé, donc tout a été ouvert en urgence et vérifié pour voir si d'autres fuites sont sur cette partie. Les équipes d'astreinte ont enlevé les calorifuges et vu que la double enveloppe était percée, il y a du liquide qui s'est répandu dans le caniveau. On a mis en place des moyens de collecte de la monochloramine. Les caniveaux sont très étroits et encombrés, et il a été évalué que malgré les efforts des équipes, entre 150/200 litres de monochloramine étaient passées dans le caniveau. Comme ce caniveau n'a pas de fonction d'étanchéité, ça a été transféré au sol. On a mis en place une surveillance des eaux souterraines à proximité des ouvrages. Le contrôle a porté sur plusieurs paramètres, notamment le chlore, pour vérifier qu'on n'en retrouvait pas. Vu les quantités en jeu, il n'a rien été retrouvé.

A moyen terme, une fois que la situation a été maîtrisée (vidange de la canalisation), des investigations ont été menées pour identifier et réparer la zone de fuite. Tous les caniveaux ont été couverts, au niveau des quatre lignes d'injections, pendant la période hivernale (où il n'y a pas besoin de traiter). On a pu sécuriser les installations quand nécessaire et repartir sur la campagne de cette année avec des lignes consolidées, notamment sur la partie double enveloppe. On a laissé ouvert les lignes pour pouvoir les surveiller de manière renforcée, notre analyse sur l'installation fait qu'on veut les changer complètement, avant la campagne de l'an prochain, pour se dédouaner de tout problème sur cette installation. Au moment de l'évènement, le service avait réalisé rapidement une petite étude d'impact pour donner du concret, et montrer que l'évènement n'a eu aucun impact environnemental et sanitaire, on a calculé une concentration ajoutée au Rhône, en considérant que toute la monochloramine n'était pas oxydée, ce qui n'est pas possible, puisque c'est un oxydant. Et le chlore est très vite oxydé. On a comparé aux valeurs sanitaires et environnementales de références et, vous l'aurez compris : on est bien inférieur à toutes les valeurs. Est-ce que c'est clair ?

Claude Cassé : Est-ce que vous connaissez la cause de la fuite ?

Claire Pougard : Ce n'est pas du PVC, sur la double enveloppe, c'est une résine particulière. Le pvc, c'est l'enveloppe extérieure. Sur le PVC (extérieur), on suppose que c'est une action mécanique. On ne peut pas revenir en arrière, donc on n'aura pas d'explication fiable. Mais les dalles sont très lourdes et on peut être amené à les manipuler, et on imagine, que lors d'une manipulation, une dalle est tombée sur la canalisation et l'a sectionnée. Aucun produit avant n'a été en contact.

Pour la partie résine, c'est un mélange entre l'action mécanique due au démarrage/arrêt de l'installation et peut sur des parties de l'installation générer des contraintes et la tenue liée à l'usage du produit monochloramine sur la résine en elle-même. C'est pourquoi on souhaite remplacer toutes les résines d'injections.

Bernard Gajnik : On vous avait signalé des passages sur le Rhône, il s'est avéré que c'était de la mousse. Vous savez d'où elle provient ?

Claire Pougard : La monochloramine n'est pas un détergent et ne moussera pas. Ça n'a donc rien à voir avec cet évènement-là. Ce qui a été observé sur le Rhône est dû à des turbulences hydrauliques sur le Rhône, du cours d'eau, déconnecté de l'exploitation de la centrale. Il y a souvent une mousse jaunâtre, que vous pouvez observer quand vous vous baladez, vous les retrouverez dans des zones où vous avez des branchages et une sorte de stagnation. Il n'y a pas de lien entre les mousses et l'évènement.

Joël Guerry : J'ai un peu des doutes... Un des jours où les mousses sortaient, on était en face de la centrale, et on les voyait vraiment sortir du canal de rejet de la centrale et pas venir du Rhône. On a l'impression que les mousses se formaient peut-être par turbulence dans le canal et pas dans le Rhône.

Claire Pougard : Peut-être que lors de la sortie du canal de rejet, vous avez une drôme flottante, ça peut créer une zone à cet endroit-là de stagnation, pour autant c'est lié à des phénomènes hydrauliques, on n'a aucun évènement à la centrale qui a utilisé de la saponine...

Joël Guerry : On a posé la question à l'ASN.

Claire Pougard : Par ailleurs, vous retrouvez cette mousse à l'amont de la centrale aussi !

Pour l'évènement suivant, il a été déclaré le 17 avril 2019. Sur le site, comme partout, il y a des climatiseurs et groupe froid, pour assurer le refroidissement des locaux qui soient industriels ou

administratifs. Pour vous donner un ordre de grandeur, sur le site, il y a une centaine d'équipements de ce type-là, qui contiennent des flux frigorigènes. Le principe de tout climatiseur est d'être sur la compression et la détente de flux frigorigènes, donc sur cet aspect, on se conforme à une réglementation donnée par l'ASN. Elle dit qu'à partir du moment où il y a des émissions de fluides frigorigènes, en fonction du poids de l'émission, vous avez des stades de déclarations. A un poids est associé un déclaratif. Des événements significatifs environnement, qui peuvent avoir plusieurs origines : si un événement perd plus de 100 kg, ou si dans l'année à un moment, l'ensemble des petites émissions dépassent le seuil de 100 kg. C'est ce qui s'est passé le 17 avril. On liste tout ce qui est émissions sur nos installations : 4.4 kg d'émissions ce n'est pas soumis à un déclaratif ASN mais on le comptabilise, et on le compte au titre de la somme globale des émissions. On a un certain nombre d'émissions depuis le début de l'année, ce sont les climatiseurs pour les bâtiments, quand il y a une émission, on l'arrête, on le vidange, on récupère tout ce qu'on peut, et on fait un delta poids. Si c'est supérieur à telle valeur, c'est un EIE et puis on cumule l'ensemble, ça peut devenir un ESE.

Véronique Baude : Avez-vous des questions ? Merci Madame Pougard pour ces explications claires et concises, je vais redonner la parole à Monsieur Boyer, qui va faire un point d'actualité sur la centrale.

4. Point d'actualité de la centrale

Pierre Boyer : 12.7 TWh c'est notre production cumulée depuis le début de l'année. On a un objectif de 25.4, on est sur la feuille de route, c'est une bonne nouvelle due à la réussite de l'arrêt de tranche 3 qui a commencé en mars dernier. Vous vous souvenez de ma chronique sur les arrêts de tranche 2018/2019 il y a quelques mois. Cet arrêt est le 4^{ème} de la série, attendu avec impatience, et le dernier avant les visites décennales. Il était très dense, il a duré 97 jours, commencé le 23 mars et couplé au réseau avec 4 jours de plus que l'engagement pris à la base, c'est une belle performance. Dans cet arrêt, on a une photo d'une turbine mais on a fait beaucoup d'autres travaux, comme un échange standard de stator, et beaucoup d'épreuves hydrauliques qui sont autant de modifications qu'on ne fera pas sur les visites décennales.

Début avril, on a posé les dernières charpentes sur les diesels d'ultime secours, finalement, elles sont très visibles de la route c'est curieux, alors qu'ils sont au milieu du site. Je lisais récemment que ces charpentes résistent à la projection d'une Twingo à 220km/h. C'est le signe que ces diesels d'ultime secours sont faits pour résister à tous les aléas climatiques et garantir l'alimentation en électricité de tous les systèmes importants, pour la sûreté, c'est une des touches finales des diesels d'ultime secours et une des parties très visibles des programmes post-Fukushima sur le site. On est en voie de raccorder les DUS 2 et 3 en juillet et 3 et 4 en octobre, ce sont des éléments marquants.

Avril, c'est aussi le lancement de la campagne annuelle de recensement de la faune piscicole.

10 avril, 3^{ème} édition du forum alternance à Bugey où on a pu rencontrer une cinquantaine de candidats. En permanence sur le site, on a environ 80 alternants qu'on forme et la centrale participe aussi au centre de formation par apprentissage des métiers de l'énergie où on suit environ 230 étudiants, pour notre compte et celui de nos prestataires. On leur assure un débouché et un emploi en CDI. C'est important de continuer cette dynamique.

Mi-avril, pendant l'arrêt de la tranche 3, a eu lieu une permutation du stator de la tranche 3. Vous voyez, ça ne paraît pas très impressionnant mais il faut coupler les deux ponts de la salle des machines parce qu'un stator, ça pèse 330 tonnes. C'est une opération de levage particulière qui demande plus d'un an de préparation et qui a été une parfaite réussite.

Le 29 avril, réunion d'information avec les maires du rayon 10/20km, pour présenter l'élargissement du PPI et la nouvelle politique de distribution des comprimés d'iode. On a aussi reçu récemment des pharmaciens au même sujet.

Je vous l'ai dit la centrale est très impliquée dans l'alternance pour former des jeunes, mais on a aussi une attention particulière pour l'insertion des personnes en situation de handicap, et on a remis un don, le 16 mai à L'ADAPT de l'Ain. C'est important pour nous d'être insérés dans la vie locale, avec les jeunes qu'on forme, les missions locales ou là avec L'ADAPT.

Mi-mai, on a fini la formation des nouveaux membres de la FARN. C'est à Bugey, 70 équipiers dont le rôle est d'être capable d'intervenir en tout point du territoire, de l'eau, de l'air, de l'électricité à une centrale qui serait en difficulté, liée à des conditions climatiques extrêmes. C'est une réponse immédiate au post-Fukushima, parallèlement aux DUS qui apportent de l'électricité, eux apportent des groupes électrogènes mobiles. C'est la redondance pour assurer le refroidissement des réacteurs.

En juin, c'était les journées de l'industrie électrique où on a accueilli un peu plus de 300 visiteurs, on aurait pu faire mieux, mais on a été obligés d'interrompre la visite parce que c'était le jour du coup de vent. Ce coup de vent était extrêmement fort sur la région donc on ne voulait pas de risques pour les visiteurs donc on a supprimé une demi-journée de visites, sinon, on aurait dépassé les 400 visiteurs, preuve de l'intérêt que présente la centrale pour les riverains et de la saine curiosité qu'elle provoque pour ceux qui vivent proches.

Le 17 juin, on a inauguré le nouveau parking, ce qui montre qu'on s'approche du grand carénage. Le grand carénage, je vous l'ai déjà présenté, c'est beaucoup de travaux à réaliser, 4 000 personnes qui vont venir travailler sur la centrale. Aujourd'hui, le record du site c'est 3 211 personnes en octobre dernier. On n'a pas été loin lors de la visite partielle et pour les visites décennales, on vise 4 000 personnes. Vous avez peut être vu qu'il y avait beaucoup moins de voitures sur les routes aux abords de la centrale aux heures de pointe, les nouveaux parkings aident à améliorer la fluidité. Un parking de 900 places a donc été ouvert.

Le 23 et 24 juin, exercice de la FARN à Saint-Alban, c'était lorsqu'il faisait presque 40 degrés, ils étaient en équipement lourds, ce sont bien des équipiers extrêmement entraînés puisqu'ils doivent intervenir en toutes circonstances, y compris lorsqu'il fait très chaud. C'était un exercice national avec les 4 services régionaux en même temps, avec un exercice de coordination de forces qui n'ont pas forcément l'habitude de travailler ensemble.

Enfin, le 28 juin, recouplage de Bugey 3, après 97 jours, soit 4 jours de plus que le contrat, c'est une très belle performance, ce qui me permet aujourd'hui, d'envisager sereinement l'arrêt simple rechargement qui va débiter en août et ensuite, de plonger tranquillement vers les visites décennales qui débiteront, pour la tranche 2 le 18 juin prochain.

Je ne peux pas terminer cette présentation sans parler de la publication des rapports TSN, le 28 juin. Ce rapport est disponible sur le site internet de la centrale. TSN veut dire Transparence Sécurité Nucléaire.

Voilà les évènements marquants de la centrale sur les trois derniers mois.

Véronique Baude : Merci Monsieur Boyer. Est-ce que vous avez des questions ou des remarques sur cette actualité ? Moi, ce n'est pas directement lié à votre présentation, mais j'avais une question sur les dispositifs ou dispositions qu'EDF aurait été amenés à prendre face au dispositif de canicule qu'on a

vécu ces dernières semaines. Je n'ai pas eu de messages... ça ne nécessitait pas d'intervention particulière de la CLI.

Claire Pougard : En effet, on ne vous a pas appelé, parce qu'on ne se rapprochait jamais d'une situation exceptionnelle et on n'a même pas eu à mettre en œuvre des dispositions particulières d'exploitation. On n'a pas eu de disposition à prendre mais déjà le réacteur 3 était en cours de redémarrage et le réacteur 2 à l'arrêt, donc aucune disposition d'exploitation en termes de puissance d'installation à mener et encore moins de situation exceptionnelle. Les débits du Rhône sont très soutenus en ce moment.

[Brouhaha]

Pierre Boyer : On a eu des températures très chaudes mais avec les débits élevés et l'eau qui n'était pas encore très chaude, mais encore une fois, ça ne préjuge pas de ce qu'il se passera en juillet ou août s'il continue de faire très chaud, il y a potentiellement un impact sur la production, non pas sur l'environnement, puisqu'on respecte l'arrêté de rejets qui précise les températures maximales que peut atteindre le Rhône. Elles ne sont jamais atteintes, puisqu'avant que ça arrive, on baisse la puissance, pour diminuer et annuler l'impact des réacteurs 2 et 3. On s'était préparé à cette éventualité, mais avec les débits et températures réels, on n'a pas eu besoin de se mettre dans cette configuration.

René Desserrières (Commune de Saint-Sorlin-en-Bugey) : La semaine dernière, j'étais à une réunion avec la CNR, et les ingénieurs de la CNR nous ont dit que dans les scénarios engagés dans les 30 prochaines années, ils parlaient d'une hausse moyenne de la température du Rhône assez importante et également une diminution des débits : ils considèrent que le niveau moyen du Rhône pourrait diminuer entre 10 et 40%. Ce qui est énorme avec plein d'impacts, j'imagine qu'EDF doit regarder ça avec attention. Est-ce qu'on pourrait avoir une information sur ces risques potentiels ?

Pierre Boyer : C'est une étude de la CNR que je ne connais pas, mais elle doit certainement être conforme à ce que vous dites, la question, je la comprends mais difficile d'y répondre pour moi. On a un arrêté de rejet, que l'on respecte et respectera. On a des débits, de sûreté à respecter, comme d'habitude on respectera ce qui est réglementairement acté. Après, faire des projections sur le débit et les températures du Rhône, c'est compliqué pour nous. On a des limites réglementaires et on les respecte.

Richard Escoffier (Autorité de Sûreté Nucléaire) : Pour compléter, les limites réglementaires sont fixées par l'ASN et le processus pour y déroger est d'avoir une autorisation de l'ASN et il y aurait une information du public selon les niveaux de dérogation. Il y a un seul cas prévus dans la réglementation, c'est la sécurité de l'alimentation électrique s'il y avait une diminution simultanée de tous les cours d'eau. Effectivement, c'est la Direction de l'Energie et du Climat qui peut décréter un état d'urgence dans ce cas particulier là, il pourrait y avoir des dérogations au cas par cas, mais c'est une situation qui n'a jamais été utilisée.

Joël Guerry : A la réunion inter-CLI du sud-est, à laquelle j'ai participé, le vendredi matin, on a eu une présentation faite par des ingénieurs d'EDF, sur toute la thermie du Rhône, c'est une étude qui pourrait très bien être présentée à la CLI Bugey pour la partie qui concerne le Haut-Rhône. C'était relativement intéressant à propos des constats actuels et de prévisions.

Véronique Baude : Oui, on va regarder avec l'ANCCLI.

Véronique Baude : Donc ce sont les ingénieurs d'EDF qui ont présenté cette étude ?

Claire Pougard : Tout à fait.

Véronique Baude : On pourrait leur demander d'intervenir lors d'une prochaine CLI. Il va y avoir un ordre du jour chargé à la prochaine CLI je pense... Avez-vous d'autres questions ?

Bernard Gajnik : Je ne sais pas si vous êtes passés par Hières-sur-Amby, mais on a des visiteurs, entre 300 et 400 caravanes. Est-ce que c'est pris en compte dans le plan PPI pour la distribution d'iode ?

Véronique Baude : Madame la Sous-Préfète, c'est une compétence de l'Etat, vous me permettez de vous donner le micro.

Pascale Préveirault (Sous-Préfète de Belley) : Alors effectivement dans le PPI, je ne l'ai pas sous les yeux, je ne peux pas vous répondre précisément sur le PPI mais bien sûr on a des scénarios où il faut prendre en compte toutes les personnes du territoire et on imagine bien qu'il y a certes les habitants mais aussi les populations de passage, aussi bien les gens du voyage que toutes les personnes en transit sur le territoire et donc bien entendu c'est prévu dans le cadre des plans d'évacuation.

Pascale Préveirault : Ils s'évacueront eux-mêmes vous voulez dire ? Il y aura des consignes données par le Préfet pour l'évacuation.

Bernard Gajnik : C'est à prévoir pour l'évacuation, je peux vous dire que 400 caravanes qui partent, ça bloque la route... Il n'y a pas qu'à Hières, j'ai remarqué ça en venant.

Pascale Préveirault : C'est la saison, des groupes arrivent partout, à Belley ... ça bouge beaucoup, ils restent une semaine...

Véronique Baude : Vous pouvez passer au point d'avancement sur la campagne d'iode. On prendra la suite des questions diverses après.

5. Avancement de la campagne de distribution des comprimés d'iode de 10 à 20km

Pascale Préveirault : Ce sera rapide, parce que comme l'a indiqué Madame la Présidente en début de séance, le fait qu'il y ait un nouveau PPI élargi de 10 à 20 km, qui a été approuvé le 18 juin, nous avons une nouvelle CLI à prévoir, avec de nouveaux membres, il y a également une nouvelle campagne de distribution d'iode pour tous les habitants de 10 à 20 km.

Cette campagne de distribution d'iode a débuté officiellement début juin avec un courrier envoyé par le ministère à l'ensemble des habitants et des établissements recevant du public dans la zone de 10 à 20 km. Je rappelle que dans cette zone, ça concerne 272 550 habitants et 86 communes. Donc dès avril, nous avons organisé une réunion d'information pour les nouveaux maires, et le 1^{er} juillet, une réunion en lien avec EDF pour les pharmaciens. Courant septembre, les habitants et les établissements recevant du public recevront les bons de retraits pour retirer les comprimés en pharmacie. A partir de septembre, à l'initiative des maires, il est prévu des réunions locales pour conforter l'information des habitants. Les réunions peuvent bien sûr être organisées à l'échelle intercommunale, parce qu'avec 86 communes, c'est d'ailleurs peut-être préférable. Je pense que ça serait intéressant à l'échelle des intercommunalités. Les maires disposent d'un kit de communication à cet effet. Une relance auprès des habitants pour récupérer leur comprimé d'iode dans les pharmacies est prévue début 2020.

Bien sûr, je parlais de la distribution des comprimés d'iode, mais il y a également pour les nouvelles communes du PPI, la nécessité de compléter ou mettre à jour leur plan communal de sauvegarde. Les

services de la Préfecture et de la Sous-préfecture s'attachent à prévoir des réunions avec les maires pour les aider à compléter leur PCS. Y-a-t-il des questions ?

Audrey Ayrinhac (Syndicat Mixte du Parc Industriel de la Plaine de l'Ain) : Bonjour, je voulais savoir si les industriels allaient recevoir également un courrier pour le retrait des comprimés d'iode.

Pascale Préveirault : Il s'agit des habitants et des établissements recevant du public. Donc normalement les entreprises ne sont pas destinataires.

Audrey Ayrinhac : Comment ont-ils l'information alors ?

Pascale Préveirault : L'information est donnée au cours des réunions publiques avec les maires et il y a des systèmes de distribution de comprimés d'iode pour compléter pour chacun des habitants. Il y a aussi un système spécifique au-delà du PPI, un Plan de distribution d'iode avec un groupement qui existe à Lyon et qui stocke les comprimés d'iode et peut les acheminer en cas de besoin sur les zones qui n'en auraient pas ou si il y a des besoins supplémentaires comme dans les entreprises.

Viviane Vaudray : Quelle est la posologie ? Entre quelqu'un qui a des problèmes de thyroïde ou pas, un adulte, un enfant, quelles sont les différences ?

Pascale Préveirault : Alors, là est-ce que vous pouvez répondre ?

Richard Escoffier : Je ne suis pas médecin, mais oui, il y a une posologie différente, à la fois indiquée dans les boîtes et durant la campagne de communication, la posologie est rappelée à tous les gens qui interviennent dans la chaîne de distribution. C'est un comprimé, mais ce qui est important comme message : c'est sur ordre du Préfet. Il y a une posologie pour les enfants, les nouveau-nés, justement les comprimés avaient été changés il y a quelques années pour qu'ils soient plus facilement sécables. Ils sont sécables en 4 et un nourrisson c'est ¼. La posologie est dans la boîte et au moment de la campagne il y a des brochures et si vous allez sur le site www.distribution-iode.fr, il y a beaucoup d'informations sur les modes opératoires.

Pierre Boyer : On a reçu des pharmaciens qui vont aussi avoir un kit d'informations sur la posologie. Toutes les questions ont été posées lors de la réunion et le médecin de la centrale a répondu mais toutes les réponses sont dans le kit qui va leur être fourni, il est parti déjà. S'il y a des questions, les pharmaciens et le numéro vert sont les bons interlocuteurs.

Viviane Vaudray : En fait, je me suis permis de poser cette question parce que je suis infirmière libérale et je pense que nous allons être sollicités. Ma question concerne les gens en hypothyroïdie dans le secteur, et prennent du Levothyrox... On se retournera vers les pharmaciens.

Bernard Gajnik : Je voulais vous donner une information. Dans l'Isère, j'ai eu le plaisir d'être interviewé par une demoiselle qui me demandait si je connaissais les mesures de sécurité en cas d'accident. C'était quelqu'un du Département de l'Isère, elle faisait un sondage pour savoir si je connaissais la marche à suivre.

Pascale Préveirault : Vos interventions sont très justes, pour la formation des professionnels de santé, je crois qu'il faudra que l'on pense aux infirmiers, aux médecins ... Votre remarque est intéressante, je vais regarder ce qu'on peut faire.

Richard Escoffier : Pour être clair, la distribution porte que sur la nouvelle zone. Que sur le périmètre 10 à 20 km.

Pascale Prévairault : C'est ce que j'ai dit, sur les 86 communes.

Joël Guerry : Sur l'iode, dans mes remarques sur le PPI, j'avais posé la question de la conservation de ces comprimés d'iode. Par les fortes chaleurs qu'on a en ce moment, il faut savoir que dans les appartements, on peut dépasser la référence limite de conservation des comprimés. Qu'est-ce qui est prévu par rapport à ça ? Quelles recommandations vont être données aux gens ? Pour que les comprimés ne soient pas avariés au moment de les consommer.

Pascale Prévairault : Fort logiquement et je pense que comme pour tous les produits, c'est indiqué sur la boîte, les consignes de conservation et pas seulement pour les comprimés d'iodes.

Joël Guerry : Oui, ce que je veux dire c'est : est-ce que les gens vont tous les mettre au frigo ou je ne sais quoi au moment des fortes chaleurs ? Je n'en suis pas du tout sûr.

Pascale Prévairault : Je pense que ça fait partie des conseils que les pharmaciens délivrent au moment de la remise des comprimés d'iode. Ils sont parfaitement informés et ce sont les meilleurs relais. Je pense qu'ils sont parfaitement informés, je n'étais pas à la réunion avec les pharmaciens,... Mais ça fait partie des éléments qu'ils donnent...

Pierre Boyer : Oui, comme n'importe quel médicament...

Pascale Prévairault : Bien lire la notice, bien regarder la boîte...

6. Questions diverses

Véronique Baude : dans la lettre d'information, nous avons fait un article sur la campagne de distribution d'iode. Pour compléter la question de Madame concernant la Plaine de l'Ain, je pense que toutes les entreprises avaient été sollicitées lors de la campagne l'année dernière des 10 km

Audrey Ayrinhac : Oui, tout à fait, je m'excuse, je n'avais pas compris qu'on parlait du périmètre 10/20.

Véronique Baude : Pas de problèmes, le but c'est d'échanger. Avez-vous d'autres questions ?

Joël Guerry : J'ai deux petites questions : la première concerne IONISOS, on est très content que la seule INB française qui n'avait pas de CLI en ait une suite probablement à nos courriers, dont un courrier recommandé adressé à la Préfecture il y a plus d'un an. Après, il va falloir qu'on gère cette installation dans celle de Bugey, alors qu'elle est très différente. Ce que je propose pour la prochaine CLI ce serait d'avoir une présentation de cette installation et peut-être une visite, malgré tout.

Véronique Baude : Je vais peut-être vous laisser la Présidence de la CLI Monsieur Guerry puisque vous faites mon travail ! Mais rassurez-vous c'était bien prévu, je crois surtout qu'on fera une petite pique de rappel sur le fonctionnement de la CLI puisqu'il va y avoir un certain devoir d'information pour tous les nouveaux membres, associations ou élus. Je pense que certains partent de très très loin et il y a un vrai travail, d'information et de transparence à faire sur le fonctionnement. Cette réunion de CLI sera très importante.

Joël Guerry : Ma deuxième question concerne : où est-ce qu'on en est avec ICEDA ? Ce n'est pas encore en route, ça le sera bientôt ?

Véronique Baude : je vous propose de répondre à la prochaine CLI et de mettre ce point à l'ordre du jour

Alain Bournat : Ce n'est pas une question, c'est une petite déclaration que je voudrai faire pour informer un peu les membres de la CLI sur ce qui se passe dans le secteur de l'énergie électrique.
Allocution de la CGT, jointe au PV

Véronique Baude : Vous comprendrez que je ne vais pas commenter votre intervention. On n'est pas là pour refaire la politique énergétique de la France, même si sur ce que vous avez dit on peut partager beaucoup de choses... Ce que je vous propose c'est de nous laisser votre motion, que l'on joindra au compte-rendu. Il y a d'autres questions ?

Comme je vous le disais, vous avez sur vos tables, la lettre d'information n°2, elle a été envoyée à tous les foyers des 10 km, au mois de mai, n'hésitez pas à la mettre en ligne sur vos sites, dans les différentes communes. Pour votre information, le rapport des garantes dans le cadre de la concertation nationale sur la VD4 est disponible depuis hier. Donc, sur le site de l'ANCCLI, si vous voulez consulter ce rapport, n'hésitez pas. Je voulais vous remercier pour votre participation, on va devant de nouvelles aventures et j'espère que vous réserverez le meilleur accueil aux nouveaux membres de la CLI. On ne va pas se lancer dans un trombinoscope, je pense que ça va être un peu compliqué, donc on va voir comment on s'organise, comment on organise la salle pour que chacun puisse bien identifier de quel collègue il fait partie. Merci, bel été à vous.

Allocution de la CGT, in extenso :

Déclaration CGT à la CLI BUGEY du 9 juillet 2019

Je voudrais exprimer les inquiétudes de la CGT sur l'avenir du nucléaire en FRANCE. EDF est en train d'investir beaucoup financièrement dans la modernisation de ses centrales nucléaires afin de produire plus longtemps et d'améliorer la sûreté. Alors qu'EDF a besoin de financement, l'état continu de piller l'entreprise. C'est plus de 22 Mds de dividendes versés depuis 14 ans, la taxe CSPE (contribution au service public de l'électricité) ne compense pas totalement l'obligation de rachat par EDF de la production électrique des ENR (éolien, solaire etc..)

Mais cela ne suffisant pas, pour des besoins soit disant de concurrence afin de faire baisser les prix, le législateur, par la loi n° 166 du 23 août 2010, a imposé l'ARENH, c'est à dire l'obligation à EDF de revendre à ses concurrents 25% de sa production nucléaire soit 100TW/H au prix coûtant de 42€ le MW/H. Je ne connais pas aujourd'hui une seule entreprise dans le monde capitaliste qui vend son produit à prix coûtant à ses concurrents, mais la FRANCE le fait. A savoir qu'en 2019 ce prix coûtant pour EDF a bien sûr évolué mais l'ARENH n'a pas bougé, chercher l'erreur.

Ce n'est pas fini, comme en 2019 les concurrents d'EDF ont demandé 135 TW/H, soit 35% de plus que ce qui est autorisé, la majorité actuelle vient de proposer un amendement pour augmenter l'ARENH à 150 TW/H. Jusqu'où vont-ils aller?

Concernant les tarifs, il faut savoir que les dernières augmentations des tarifs régulés ne sont pas demandés par EDF mais par la Commission de Régulation de l'électricité. Ceci sous pressions de l'Europe et des concurrents d'EDF car, pour qu'ils puissent faire plus des profits il faut que le tarif régulé augmente.

L'état par sa volonté de privatiser une partie de la production hydraulique va donner une manne aux concurrents d'EDF comme cela a été fait pour les autoroutes tout en mettant de côté l'intérêt général. Refroidissement des centrales nucléaires, régulation du réseau électrique, irrigation, loisir, pêche.

Après tout cela on dit qu'EDF est trop endetté.

Un petit rappel les années 80 EDF était en proportion plus endetté qu'aujourd'hui car le financement du programme nucléaire a été fait sans la moindre subvention de l'état pire EDF a emprunté sur les marchés financiers Américains puisqu'en France très peu de banques voulaient prêter à EDF. Emprunt en dollars à 4 francs remboursement en dollars à 10 Francs. Malgré tout cela l'électricité en France est toujours aujourd'hui l'une des moins chères d'Europe.

Cerise sur le gâteau, afin de mieux répartir la dette d'EDF l'état a demandé à EDF de restructurer l'entreprise. C'est le projet dit HERCULE qui vient d'être proposé aux syndicats. Il s'agit de séparer la production nucléaire et la production hydraulique du reste des activités soit le transport, la distribution et la commercialisation qui seront privatisés. Ce sera la fin du système électrique Français qui malgré tout va permis à la France d'avoir une électricité parmi les plus compétitives d'Europe, d'une qualité reconnue par tous et enfin l'une des plus décarbonnée d'Europe.

C'est pour cela que la CGT s'oppose au projet HERCULE et à la destruction du secteur de l'électricité en FRANCE. Nous proposons à l'inverse la création d'un pôle public de l'énergie qui permettra de répondre aux besoins en énergie des citoyens et des entreprises.

Nom Prénom	Structure
Vucla Bastien	CNPE Bugey
VALENBOIS Emmanuelle	CNPE Bugey
TETU Alain	Mairie Soult Briant
PATRICK BEZAUC	Mairie de St Jean de Niois
F. MOSNERON DUPIN	MEYIMIEUX
Franck MOULIERE	Villieu Lays Molon
Yannick LABARD	CNPE Bugey
Claire POUGNARD	CNPE Bugey
Cécile DACHET	CNPE Bugey
POUSSEL Laurence	CNPE Bugey
POUCHET Franck	CNPE BUGEY
FUZIER BENJAMIN	CNPE BUGEY
DE NEVE Jürgen	CFDT
CATNIK Bernard	AHDE
LEGONEC Laurence	Collaboratrice de la Dfpurée Centre Nord
VAUDRAY Viviane	CD 01
AYRINHAC Audrey	SMPIPA
BOUGATIN Sébastien	CD01 LI BUGEY

CLI du Bugey - 9 juillet 2019 - St Vulbas

Nom Prénom	Structure
COURTES Françoise	Département Ain
PROBINAULT Pascal	SP Bellelay
ZIENE BUIER	CNPE de Bugey
BAUDE Véronique	RdK CU
ESCOFFIER Richard	ASN Lyon
Cyril Bernadé	ASN Lyon
Anelle PORTIER	IRSN
Commandant Frédéric PATON	SDIS 01
ROLLAND Jacques	Mairie Saint-Vulbas
Joscel JACQUIN	Mairie Saint-Sulpice
DELAUANE Jean Marc	1 ^{er} Adjoint Loyettes
GAGNE Jean Henri	Maire de Loyettes
Veyssier Françoise	Maire de Vaux en Bugey
SPITIERI Jean-José	Conseiller Municipal Saint-Vulbas
BOURNAT Alain	UD CGT
DESSERRIERES René	1 ^{er} Adjoint St-Salvin en Bugey
CASSE c Paule	ACEA
MARIN ALBERT	CUPA

CLI du Bugey – 9 juillet 2019 – St Vulbas

Nom Prénom	Structure
CHRISTIN Pierre	C V P A (comité vigilance)
GUERRY Joël	Sortin Du Nucleaire Bugey
CHOLLIER Patrice	Maire de Tiercé / Anby
LALLEMAND Lucas	La Voix de l'Air journaliste
LITROCHE Elisabeth	CDJA